



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 151 – 29 MARS 2018

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LANCEMENT  
PROCHAIN DE  
LA ZONE DE  
LIBRE-  
ECHANGE  
CONTINENTALE  
AFRICAINNE  
(ZLECAf)

FORT DYNAMISME  
AGRICOLE ET  
AGRO-INDUSTRIEL  
DE LA ZONE  
UEMOA

KENYA :  
AUGMENTATION DU  
SERVICE DE LA  
DETTE AU SECOND  
TRIMESTRE 2018-  
2019

GUINEE :  
INAUGURATION DU  
1ER TRIBUNAL DE  
COMMERCE DU  
PAYS

CAMEROUN : UN  
CENTRE DE TRAITEMENT  
DES DECHETS  
ELECTRONIQUES  
INAUGURE DANS LA  
LOCALITE D'EWONKANG

PROTESTATION DU  
SOUDAN CONTRE DES  
PROJETS PETROLIERS  
EGYPTIENS DANS UNE  
ZONE FRONTALIERE  
CONTESTEE

COTE D'IVOIRE :  
RENFORCEMENT DE  
LA CAPACITE DE  
PRODUCTION DE LA  
CENTRALE D'AZITO

CONGO-  
BRAZZAVILLE :  
REACTIVATION DU  
SYSTEME DE  
SURVEILLANCE DE  
LA PECHE

MADAGASCAR :  
LANCEMENT OFFICIEL  
DU FONDS MALGACHE  
DE FORMATION  
PROFESSIONNELLE  
(FMFP).



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Afrique australe : les premières négociations relatives à un accord commercial entre le Royaume-Uni et la SACU échouent

Vendredi 15 mars, des représentants de la *Southern Africa Customs Union* (SACU), du Mozambique et du Royaume-Uni étaient réunis pour discuter du futur de leurs relations commerciales après le Brexit – qui sont actuellement régies par l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union Européenne (UE). Deux problèmes majeurs auraient empêché la conclusion d'un accord entre les parties : (i) les conditions d'obtention des certificats sanitaires et phytosanitaires pour les exportateurs agricoles sud-africains et (ii) le souhait du Royaume-Uni d'obtenir des avantages supplémentaires par rapport à ceux accordés à l'UE (notamment sur les questions de règles d'origine).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ CEMAC : le Président camerounais accède à la présidence de la CEMAC

La 14<sup>ème</sup> session de la conférence des chefs d'Etats de la CEMAC, qui s'est clôturée le 24 mars dernier, s'est soldée par la désignation à la présidence de l'organisation du Président camerounais Paul Biya. Lors de la conférence, l'ex-président de la CEMAC Idriss Deby est revenu sur les perspectives favorables de croissance dans la sous-région. Celle-ci pourrait atteindre 3,2 % en 2019 et 3,5 % en 2020 et 2021, contre 1,5 % en 2018. Cette évolution favorable serait le résultat des différentes réformes engagées dans chaque Etat membre.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le G5 Sahel étudie un projet de chemin de fer

Lors de leur 5<sup>ème</sup> sommet ordinaire, tenu le 5 février 2019 à Ouagadougou, les chefs d'Etats du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) ont demandé au secrétariat permanent de réaliser une étude de faisabilité d'un projet de « chemin de fer du G5 Sahel » sur ses fonds propres. Le secrétariat permanent du G5 Sahel est ainsi à la recherche d'un bureau d'études pluridisciplinaire spécialisé en infrastructures ferroviaires pour la réalisation de cette étude. Un avis à manifestation d'intérêt a été lancé dans ce but début mars 2019, l'objectif global étant de déterminer les caractéristiques techniques, administratives, juridiques et financières des aménagements projetés, par une harmonisation avec les sections des rails existants.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Fort dynamisme agricole et agro-industriel de la zone UEMOA**

Les secteurs agricoles et agro-industriels ont participé à la croissance économique de 6,8 % de la zone UEMOA lors de l'année 2018. En effet, la production vivrière a atteint 65 Mt sur la saison 2018-2019, notamment avec une hausse de 15,4 % de la production céréalière grâce à une bonne pluviométrie. Les productions de rentes sont aussi en progression avec des tonnages supérieurs à la moyenne des 5 dernières années pour les cultures de cacao, de coton, d'arachides et de café. L'indice de production industrielle des produits alimentaires et de boisson a progressé de 14,5 %.

✉ [baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr](mailto:baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Lancement prochain de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).**

Le 21 mars 2019, l'Ethiopie a approuvé la ratification de la ZLECAf, devenant ainsi le 21<sup>ème</sup> pays à ratifier l'accord de libre-échange continental. Pour se concrétiser, l'accord doit désormais être ratifié par un État supplémentaire et sera effectif un mois après le dépôt du 22<sup>ème</sup> instrument de ratification (15 pays ont déjà déposé leurs instruments de ratification). Mis en place le 21 mars 2018 à Kigali, la ZLECAf – destinée à devenir une des plus grandes zones de libre-échange au monde – compte à ce jour 52 Etats africains signataires, soit 80 % du PIB africain et 965 M d'habitants. Seuls trois pays africains ne sont pas signataires dont le Nigéria, 2<sup>ème</sup> économie du continent (17 % du PIB africain).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Stagnation du secteur manufacturier en Afrique de l'Est malgré de bonnes performances économiques.**

A l'occasion de la publication de son rapport intitulé *Macroeconomic and Social Developments in Eastern Africa 2018*, la Commission des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) fait état du dynamisme de la région, cette dernière ayant affiché un taux de croissance de 6,5 % entre 2012 et 2016. Cette performance se situe au-dessus de la moyenne continentale de 3,4 %, et dépasse même l'Asie de l'Est dont la croissance moyenne a été de 6,1 % sur la même période. L'UNECA souligne cependant la faiblesse du secteur manufacturier, celui-ci représentant moins de 10 % de la valeur ajoutée dans tous les pays de la région, à l'exception de la RDC. Selon l'UNECA, l'industrialisation de la région reste donc un enjeu crucial pour consolider les progrès effectués en termes de développement.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Afrique du Sud : l'inflation se stabilise en février

Au mois de février, l'inflation s'est stabilisée à 4,1 % sur un an après un taux de 4 % en janvier. On note ce dernier mois une augmentation de la contribution du poste « transport » (de 0,4 à 0,5 point de pourcentage), soit une augmentation des prix de 3,6 % sur un an ainsi que des « biens et services divers » (contribution en augmentation de 0,8 à 0,9 pp). Depuis la hausse du taux directeur opérée par la Banque centrale en novembre 2018, la trajectoire de l'inflation semble maîtrisée (inférieure à la barre des 4,5 %).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : l'indice de confiance des entreprises en recul au premier trimestre 2019

Le 13 mars, le centre de recherche *Bureau for Economic Research* a publié son indice de confiance des entreprises pour le premier trimestre 2019. Cet indice, compris entre 0 et 100, est calculé sur la base d'une enquête qui évalue la perception de 1 700 répondants appartenant à cinq secteurs distincts (manufacture, construction, commerce de détail, commerce de gros et automobile). Au premier trimestre, l'indice de confiance des entreprises s'est élevé à 28 points contre 31 au dernier trimestre 2018, son niveau le plus faible depuis juin 2017. Sur les cinq secteurs testés, quatre enregistrent une réduction de leur confiance, en particulier celui de la construction (baisse de 32 à 23 points). Seul le secteur automobile affiche une augmentation de son niveau de confiance à 26 points, un niveau encore bien inférieur à la barre neutre des 50 points.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Botswana : l'inflation ralentit en février

Au mois de février, l'inflation a ralenti à 3,3 % sur un an après un taux de 3,5 % en janvier, son niveau le plus faible depuis août 2018. Les prix ayant enregistré les plus fortes augmentations sont ceux du poste « transports » (+10 % sur un an) et du poste « logement, eau et électricité » (+3 %).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Lesotho : présentation du budget devant le Parlement

Le mardi 12 mars, le ministre des Finances M. Moeketsi Majoro a présenté le budget lesothan pour l'année fiscale 2019-2020. Le document se base sur une accélération de la croissance à 2,6 % en 2019 après 1,9 % en 2018 en raison (i) de meilleures performances attendues dans les secteurs minier et manufacturier et (ii) du rebond anticipé de l'économie sud-africaine. Le gouvernement prévoit une forte augmentation des revenus (+17 %) à 18,1 Mds LSL (1,1 Md EUR) grâce à la hausse des taxes sur le tabac, l'alcool et le pétrole. Quant aux dépenses, elles devraient progresser de seulement 4 % à 18,6 Mds LSL, dont 36 % seront alloués à la rémunération des salariés de la fonction publique. En conséquence, le déficit budgétaire devrait se résorber à 1,2 % du PIB en 2019, contre 6,6 % en 2018.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Malawi : publication du rapport macroéconomique et financier de la Banque centrale pour le mois de janvier**

Le 19 mars, la Banque centrale du Malawi a publié son rapport présentant l'évolution des indicateurs macroéconomiques et financiers pour le mois de janvier. Selon ce document, l'inflation a ralenti à 8,8 % sur an en janvier, après 9,9 % au mois de décembre. Par ailleurs, fin janvier, le stock des réserves de change s'élevait à 920 M USD soit 4,4 mois d'importations, un niveau nettement supérieur à celui de fin septembre 2018 (3,3 mois d'importations). Enfin, au dernier trimestre de 2018, la dette publique a augmenté de 3 099 Mds MWK (3,6 Mds EUR) fin septembre à 3 276 Mds MWK (4 Mds EUR) fin décembre, soit plus de 62% du PIB.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Zambie : la dette zambienne continue d'augmenter en 2018**

Selon la *Rand Merchant Bank* (RMB), les dernières statistiques officielles placeraient la dette publique extérieure zambienne à plus de 10 Mds USD fin décembre 2018 contre 8,7 Mds USD à la même période l'année précédente, soit une progression de plus de 16 % sur un an. Cette augmentation résulterait en particulier de la dépréciation du kwacha par rapport au dollar. Il est possible toutefois que la dette publique extérieure réelle soit plus élevée qu'annoncé officiellement, compte tenu du phénomène des dettes futures. En parallèle, la dette domestique aurait progressé de 21 % à 58,3 Mds ZMW (4,3 Mds EUR).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : lancement du Système intégré de gestion des impôts en Côte d'Ivoire (SIGICI)**

Le Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé du budget et du portefeuille de l'Etat a officiellement lancé le Système Intégré de gestion des impôts (SIGICI). Cette plateforme garantit un mécanisme de rapprochement bancaire automatisé avec une sécurisation des procédures d'encaissement et de génération des quittances sécurisées.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : coûts des exonérations accordées à fin décembre 2018**

Selon le gouvernement, les exonérations fiscales et douanières se chiffrent globalement à 341,5 Mds FCFA (521 M EUR) à fin décembre 2018. Elles affichent une réduction de 5,2 % par rapport au niveau enregistré en 2017. Le montant des exonérations accordées au cours de l'année 2018 au titre de la fiscalité de porte représente 64,5 % des dépenses fiscales contre 35,5 % pour celles liées à la fiscalité intérieure. Les secteurs d'activité ayant majoritairement bénéficié des exonérations demeurent principalement l'industrie et les services.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : basculement en mode budget-programme dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020

Le gouvernement vient d'annoncer que le 1<sup>er</sup> janvier 2020 marquera le démarrage effectif de la gestion budgétaire en mode budget-programme. Le processus de mise en œuvre du projet avance bien, avec la mise en place d'un cadre juridique adéquat et d'outils de gestion dédiés. Pour mémoire, le budget-programme est un mode de gestion des finances publiques initié par l'UEMOA, avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires. Ainsi, en lieu et place des titres, le budget sera désormais voté par programme et par dotation. Contrairement au budget annuel, le budget-programme est élaboré pour trois ans.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ Guinée : le ministre des Travaux publics fait le bilan de son département

Le ministre a expliqué lors d'une conférence de presse que plus de 2 Mds USD ont été injectés dans la construction et la réhabilitation des routes entre 2011 et 2018, pour 1 136,67 km de routes nationales bitumées, 2 366 km de routes réhabilitées et 540,45 kms de voiries urbaines bitumées. Si en 2010 le réseau routier guinéen était à 81 % dégradé, ce taux n'était plus que de 20,3 % en avril 2018 selon le ministre.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ Nigéria : la notation de *Standard & Poor's* pour le Nigéria reste stable

*Standard & Poor's* a réaffirmé la note de B/B avec une perspective stable. Selon l'agence, le relâchement des contraintes sur le marché des changes a permis au secteur non-pétrolier de croître. La fusion prochaine des différentes fenêtres de taux de change resterait cependant peu probable. L'agence de notation estime par ailleurs que le secteur bancaire s'est stabilisé depuis 2016, mais le crédit au secteur privé ne devrait pas augmenter à court terme. Le déficit public devrait rester supérieur à 3 % du PIB en 2019 et la dette externe (21,6 Mds USD fin 2018) augmenter, en accord avec la stratégie du gouvernement d'atteindre une répartition de 40:60 entre dettes externe et publique (contre 30:70 actuellement).

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ Kenya : augmentation du service de la dette au second trimestre 2018-2019.

Selon le *National Treasury*, le service de la dette externe publique serait passé de 361 M USD au premier trimestre 2018/-2019 à près de 700 M USD au second trimestre, portant le service de la dette à plus de 1 Md USD pour le premier semestre de l'année budgétaire 2018-2019, soit 13,3 % des recettes publiques. Depuis décembre 2017, le premier créancier du Kenya n'est plus la Banque Mondiale mais la Chine, avec respectivement 20,5 % et 23,2 % de la dette externe publique (chiffrée à 26,7 Mds USD à décembre 2018). Avec un encours de 612 M USD, les créances envers la France ne représentent que 2,3 % de la dette externe publique.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Guinée : inauguration du 1<sup>er</sup> tribunal de commerce du pays

En présence de Philippe Le Houerou, directeur général de la SFI, le Président Alpha Condé a inauguré le 20 mars 2019 le tout premier tribunal de commerce du pays. Cette cérémonie intervient 19 mois après la promulgation de la loi portant création, organisation et fonctionnement dudit tribunal. Le Président Alpha Condé a profité de cette occasion pour demander aux magistrats de faire preuve d'indépendance et d'impartialité dans le traitement des dossiers. Le directeur général de la SFI a quant à lui estimé que l'ouverture du tribunal de commerce marque une réelle avancée en termes d'amélioration du climat des affaires dans le pays. Pour rappel, le pays a occupé le 152<sup>ème</sup> rang (sur 190) au classement *Doing business* 2019.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : tenue d'une réunion consacrée à l'exécution de la convention de partenariat entre la CEDEAO et la Mauritanie

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord d'association signé en mai 2017 entre la Mauritanie et la CEDEAO et regroupe des représentants des départements du commerce, de l'industrie et du tourisme, de l'économie et des finances et du développement rural en plus de certains acteurs du secteur privé. Pour mémoire, à travers cet accord d'association, les deux parties se sont engagées à renforcer leur coopération dans plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment l'institution du libre-échange, l'application du tarif extérieur commun, la promotion de la libre circulation des personnes et le développement d'une politique commerciale commune.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : retour sur le nouveau code général des impôts

Ce nouveau code prévoit un certain nombre de dispositions visant à encadrer les opérations avec les maisons mères, admises en charges déductibles pour le calcul du résultat soumis à l'IS. Parmi les principales mesures figurent les limitations de déductibilité, d'une part, de l'assistance technique et des frais de siège cumulés à 10% du bénéfice imposable et, d'autre part, des redevances à divers titres (brevet, marque) à 5% du CA. Les intérêts de prêts octroyés par les actionnaires sont admis en charges pour le calcul du bénéfice imposable dans la limite d'une rémunération égale au taux légal majoré de trois points. Par ailleurs, le principe de la pleine concurrence est appliqué pour l'évaluation des prix de transfert.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : plafonnement de la détention d'espèces.**

Le président soudanais a publié le 21 mars un décret d'urgence fixant un plafond pour la détention hors système bancaire de billets de banque en SDG. Le décret limite le montant à 1 M SDG pour les individus, soit environ 13 000 EUR, et à 5 M SDG pour les personnes morales, sauf si leurs volumes d'activités le justifient. L'infraction est passible de 6 mois à 10 ans d'emprisonnement. Cette mesure survient alors que les banques peinent à répondre aux demandes de retrait à cause d'une pénurie de liquidité, due entre autres aux *bank run* à répétition qui ont fragilisé le système bancaire.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Côte d'Ivoire : bonne exécution du programme avec le *Millenium Challenge Corporation* (MCC)

Le MCC (agence publique américaine œuvrant à la réduction de la pauvreté dans le monde à travers la croissance économique) avait publié en novembre dernier la matrice de performance des indicateurs pour 2018. Il en ressort que la Côte d'Ivoire a enregistré 14 / 20 indicateurs performants. En raison de ces performances, le MCC a accordé au pays l'accès au programme « Compact Simultané ». Dans ce cadre, la stratégie 2019 du suivi des indicateurs est basée sur 88 réformes avec pour objectif d'obtenir 20 / 20 indicateurs au vert, en accordant la priorité à l'amélioration des indicateurs « Dépenses publiques en santé », « Genre dans l'économie », « Lutte contre la corruption » et « Libertés publiques ».

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : accord de partenariat entre l'Institut français de Guinée et l'Agence nationale de financement des collectivités (ANAFIC)

En 2017, la France s'est engagée aux côtés de la Guinée pour le financement de son Plan de développement économique et social. A cette occasion, elle avait promis d'apporter sur la période 2016-2020 une enveloppe de 501 M EUR, dont 477 M EUR portés par l'AFD. Dans ce cadre, une convention de financement a été signée en janvier 2019 afin de renforcer les capacités des collectivités territoriales et d'opérationnaliser l'ANAFIC. C'est dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet que l'Institut français de Guinée et l'AFD viennent de signer une convention de renforcement des capacités en français de 175 agents communautaires répartis sur le territoire national.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : la BOAD a financé 43 projets pour 426,8 Mds FCFA (650 M EUR) en 2018

Au cours de l'année 2018, les engagements de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) se sont chiffrés à 426,8 Mds FCFA (650 M EUR) pour 43 projets, a annoncé le 20 mars à Dakar son président, Christian Adovelande, lors de la 112<sup>ème</sup> session du Conseil d'administration de la BOAD. Depuis le démarrage de ses activités, les engagements cumulés de l'institution se sont élevés à 5 311 Mds FCFA (8 Mds EUR) pour 1 149 opérations.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : la BOAD approuve la construction de l'autoroute Dakar-Saint Louis pour un montant de 27,5 Mds FCFA (42 M EUR)**

Les administrateurs de la BOAD ont approuvé la construction de l'autoroute côtière Dakar-Saint Louis (section Dakar-Tivaouane sur une longueur de 63,1 km) pour un montant de 27,5 Mds FCFA (42 M EUR). L'objectif global du projet est de favoriser le développement économique, particulièrement l'agriculture, la pêche et le tourisme dans la zone du projet. Les objectifs spécifiques sont, entre autres : réduire le temps de parcours vers les grandes villes du littoral septentrional du Sénégal de 60% et réduire les coûts d'exploitation des véhicules d'environ 80% à partir de la première année de mise en service.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : 64,75 M EUR de l'Agence française de développement (AFD) pour la construction d'infrastructures dans le secteur de l'eau à Kano**

Le projet a été approuvé par l'Etat nigérian, il vise à renforcer l'accès des populations du grand Kano (1,5 M d'habitants) au réseau de distribution d'eau. Un soutien à la réforme institutionnelle du secteur est aussi prévu. Le financement est accordé à l'Etat fédéral qui prêtera aux mêmes conditions à l'Etat de Kano, qui exécute le projet via un comité de gestion. Pour rappel, ce projet avait été signé en présence des Présidents français et nigérian lors de la visite du premier à Abuja en juillet 2018. A noter que l'AFD a déjà financé des projets similaires dans plusieurs Etats fédéraux pour près de 269 M EUR, dont certains en partenariat avec la Banque Mondiale.

✉ [barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ghana : succès de l'émission obligataire de 3 Mds USD**

L'émission a été sursouscrite à hauteur de 21 Mds USD et à des taux historiquement faibles : 7,875 % sur 7 ans ; 8,125 % sur 12 ans et 8,95 % sur 31 ans. Du total, 2 Mds USD seront consacrés au financement du Budget 2019. Le reste devra servir au rachat de titres obligataires arrivant à échéance entre 2023 et 2030, ce qui permettra au Ghana de réduire le service de sa dette. Ce refinancement, couplé au prêt syndiqué de 300 M USD octroyé cette semaine au COCOBOD et au crédit de 750 M USD octroyé à l'Etat par la banque *Standard Chartered*, devrait accroître les réserves de devises de la Banque centrale ghanéenne et ainsi redynamiser le cours du cedi, qui a connu depuis le 1<sup>er</sup> janvier une dépréciation proche de 10%.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Liberia : 70 M USD de financements pour la construction d'infrastructures routières**

La Banque d'investissement et de développement (BIDC) de la CEDEAO a approuvé un financement de 50 M USD pour le financement partiel de la construction d'une route de 50 km entre les localités de Sasstown et Klowein dans le sud-est du Liberia. Par ailleurs, un accord de prêt de 20 M EUR a été signé entre le ministère des Finances du Libéria et le *Kuwait Fund for Arab Economic Development* (KFAED). Il permettra de financer la construction d'un tronçon de 65 km sur le corridor routier Gbarnga-Lofa, au nord du pays. Le Liberia dispose d'un réseau routier d'environ 12 000 km, dont seuls 7% bénéficient d'un revêtement. Selon la Banque Mondiale, 3,4 Mds USD seraient nécessaires pour le mettre à niveau.

✉ [barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sierra Leone : la Banque Mondiale approuve une subvention de 40 M USD**

La subvention de l'Association internationale de développement (groupe Banque Mondiale) doit aider le gouvernement à améliorer la productivité de certains secteurs économiques et la transparence dans la prise de décision. Il s'agit de la 2<sup>ème</sup> phase d'une série de trois phases débutée en 2017. Le projet couvre 5 secteurs : l'agriculture, l'énergie, les industries extractives, l'éducation et la gestion des finances publiques. Pour rappel, malgré une croissance moyenne du PIB de 7,8 % entre 2003 et 2014, l'épidémie d'Ebola et la baisse du prix du minerai de fer, principal poste d'exportation, ont entraîné en 2015 une contraction du PIB de 21 %. Depuis, la croissance a rebondi à 6,4% en 2016, avant de ralentir à 3,8% en 2017 et 3,7% en 2018.

✉ [barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : un centre de traitement des déchets électroniques inauguré le 22 mars 2019 dans la localité d'Ewongang**

Ce centre constitue la 1<sup>ère</sup> phase de mise en œuvre du projet Weecam, financé par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) à hauteur de 4 Mds FCFA (6,1 M EUR). Plus globalement, le projet vise à mettre en place un système de collecte des déchets électroniques et électriques dans les villes de Yaoundé et Douala et une usine de recyclage des déchets. L'objectif étant de recycler 5 000 t de déchets par an. Le projet sera implémenté sur une durée de 5 ans.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : approbation d'un décaissement de 43,8 M USD par le conseil d'administration du FMI.**

Le 22 mars 2019, le conseil d'administration du FMI a approuvé le décaissement de 43,8 M USD au titre de la quote-part de 12,9 % de Madagascar dans le cadre de l'achèvement de la 4<sup>ème</sup> revue du Programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC). Faisant suite à deux missions du FMI en septembre 2018 et février 2019, ce déblocage de fonds porte le total décaissé à 263,8 M USD. Si des progrès en matière d'indicateurs macro-économiques ont été réalisés par le pays, le FMI recommande néanmoins la réduction progressive des subventions à la JIRAMA, l'arrêt des subventions au secteur pétrolier, le renforcement de la gouvernance ainsi que l'intensification de la lutte contre la corruption.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : lancement officiel du Fonds malgache de formation professionnelle (FMFP).**

Le FMFP a été lancé le 15 mars à l'initiative du secteur privé, avec le soutien des partenaires techniques et financiers et du ministère de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales. Il vise notamment à améliorer la qualité de l'offre de formation professionnelle et promouvoir la culture de la formation en entreprise. Financé en partie par une contribution patronale de l'ordre de 1 % de la masse salariale brute – effective à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, il est également appuyé à hauteur de 6 M EUR par l'Agence française de Développement (AFD). Il bénéficiera aux professionnels du secteur privé, aux jeunes des quartiers défavorisés, aux établissements professionnels et aux associations.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : Prévisions de croissance à 7,8 % en 2019.**

Le Rwanda pourrait atteindre une croissance économique de 7,8 % en 2019 selon les dernières prévisions du FMI, a indiqué Laura Redifer, chef de la mission du FMI au Rwanda. Elle a précisé que cette croissance devrait être « tirée notamment par les flux d'investissements directs et la bonne performance du secteur de l'agriculture ». La représentante du FMI a souligné que la poursuite de la politique de diversification des exportations rwandaises vers l'étranger devrait permettre au pays d'améliorer sa balance commerciale. Dans le domaine des infrastructures, elle a relevé que la construction du nouvel aéroport de Bugesera devrait dopper les investissements dans le pays. L'économie rwandaise a enregistré une croissance de 8,6 % en 2018, dépassant les projections du gouvernement (7,2 %) selon l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR). Le PIB est passé de 8,4 Mds d'USD en 2017 à environ 9,1 Mds d'USD en 2018.

✉ [philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Protestation du Soudan contre des projets pétroliers égyptiens dans une zone frontalière contestée.**

Le secrétaire d'Etat soudanais du pétrole a qualifié le 20 mars d'illégal un appel d'offres lancé le 10 mars par la société égyptienne *South Valley Egyptian Petroleum Holding Co*, pour dix concessions pétrolières dans la zone de Halayeb, région frontalière de 20 500 km<sup>2</sup> revendiquée par le Soudan et l'Egypte. Les offres doivent être remises avant le 1<sup>er</sup> août, mais le ministre soudanais a indiqué que les sociétés impliquées en subiraient les conséquences légales.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Côte d'Ivoire : mise en attente de la norme sur le cacao durable et traçable

Le Conseil du café-cacao et le *Ghana cocoa board*, les organes de régulations de la filière cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana, ont décidé de retarder la mise en place de la norme ISO 34101. Cette annonce fait suite à l'accord de coopération entre les deux pays sur toutes les questions de l'économie cacaoyère. Cette norme sur le cacao durable et traçable reposait sur quatre axes : (i) le développement de systèmes de gestion durable, (ii) une performance relative aux aspects économiques, sociaux et environnementaux, (iii) une exigence de traçabilité, (iv) une exigence sur le système de certification. Pour mémoire, ces deux pays représentent à eux seuls plus de 60% de la production mondiale de cacao.

✉ [baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr](mailto:baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Mali : 25 280 ha de terres agricoles acquis par des Maliens de la diaspora

Les superficies attribuées varient entre 5 à 5 000 ha sur la base d'un bail ordinaire (30 ans) ou emphytéotique (50 ans). Ces surfaces sont dédiées à la riziculture, au maraîchage, à la sylviculture et à l'élevage. Les ressources nécessaires pour aménager un hectare de riz varient entre 1 520 EUR (aménagement sommaire) et 6 000 EUR (aménagement complet). Le coût moyen d'exploitation d'un ha de riziculture est estimé à 608 EUR. Créé en 1932, l'Office du Niger est une entreprise parapublique qui gère la partie occidentale du delta central du fleuve Niger, doté d'un potentiel irrigable de plus de 2 M ha de terres arables.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Niger : la KfW alloue à la CAIMA un fonds de roulement de 20 M EUR pour mettre de l'engrais à la disposition des producteurs

Ce fonds est notamment destiné à faciliter l'accès des producteurs nigériens aux engrais de qualité afin d'accroître leurs rendements et réduire par la même occasion les coûts des produits sur le marché. La première tranche de ce financement a permis à la CAIMA de passer une commande de 45 000 tonnes d'engrais auxquelles s'ajoutent 10 000 tonnes d'aliments de bétails pour la campagne 2019. La CAIMA est un établissement public à caractère industriel qui a pour mission d'approvisionner le pays en intrants et en matériels agricoles de qualité accessibles aux producteurs.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Nigéria : la Banque centrale (CBN) souhaite renforcer le soutien à la production locale d'huile de palme**

Le gouverneur de la CBN Godwin Emefiele a rencontré les gouverneurs des Etats producteurs de palmiers à huile afin de réfléchir à un partenariat de soutien à la filière. En parallèle des programmes de la CBN déjà en place de soutien aux producteurs, les gouverneurs ont chacun accepté de fournir au moins 100 000 ha à cette initiative. Pour rappel, l'huile de palme fait partie de la liste des 43 produits pour lesquels l'accès aux devises, en vue de leur importation, est prohibé. La CBN a par ailleurs créé un sous-comité chargé de réfléchir à des modèles de financement durable pour 5 produits agricoles : palmier à huile, cacao, graines de sésame, beurre de karité, élevage et noix de cajou.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Libéria : Firestone prévoit la suppression de 800 postes face à l'apathie du cours du caoutchouc**

Premier employeur du pays, le producteur de caoutchouc américain *Firestone* a annoncé vouloir réduire ses effectifs de 13 % à compter du Q2 2019, par le biais de départs à la retraite, de l'arrêt de certains contrats de travail et de licenciements. Cette décision ferait suite à la baisse durable des bénéfices due à la faiblesse du prix du caoutchouc depuis son effondrement en 2011, puis 2017 (-40 % entre février 2017 et 2019). La denrée constitue le premier poste d'exportation du pays, avec plus d'un tiers des ventes totales. Pour rappel, le FMI vient de réviser à la baisse ses estimations de croissance du PIB pour 2018 de 4,7 % à 0,4 % et ses prévisions pour 2019, de 3 % à 1,2 %.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : réactivation du système de surveillance de la pêche**

Le ministre congolais de l'Agriculture et de la Pêche a relancé le 22 mars à Pointe Noire le partenariat avec la société CLS, dont le système de suivi-contrôle et surveillance par satellite des navires de pêche devrait inclure la fourniture de 69 balises de type Triton de dernière génération à installer, à titre de test, sur les navires de pêche industrielle. CLS dispensera en parallèle aux cadres du ministère une formation sur l'utilisation de ce nouvel outil, qui doit pallier le non-respect par les pêcheurs des textes réglementaires nationaux sur la déclaration des zones de pêche et les niveaux de capture. Le pays sera ainsi en mesure de mener des actions communes avec les autres pays de la CEMAC.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : renforcement de la présence française dans le secteur agricole.**

Les investisseurs français de la société *Cassava Starch of Tanzania Corporation* (CSTC) ont inauguré le 22 mars une usine de production de farine de manioc dans la région de Lindi, au Sud-Est du pays, en présence notamment du Premier ministre tanzanien et de l'ambassadeur de France en Tanzanie. Cette usine est présentée comme un exemple de transformation locale en Afrique de l'Est, car elle permet de produire la farine de manioc pour l'exportation. CSTC emploie aujourd'hui 420 personnes sur son site, et prévoit de passer à 700 emplois lorsque la seconde unité de transformation sera construite.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Burkina Faso : poursuite du plan solaire régional du *West African Power Pool* (WAPP) sur le sol burkinabé**

Dans le cadre du projet d'installation d'un parc solaire à vocation régionale de 150 MW au Burkina Faso, une rencontre entre experts et partenaires techniques et financiers s'est tenue le 14 mars 2019 à Ouagadougou, présidée par le ministre burkinabé de l'Énergie. Il s'agissait de déterminer la viabilité technique, économique et financière du projet et de lancer l'étude de faisabilité conduite par le cabinet allemand INTEC et pilotée par le secrétariat général du WAPP, en collaboration avec la Société nationale d'électricité du Burkina Faso (SONABEL).

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : renforcement de la capacité de production de la centrale d'Azito**

Le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables a officiellement mis en service la première unité à gaz (basée sur la technologie MXL2) dans la centrale d'Azito (propriété du britannique CDC et du norvégien *Norfund*). Pour la première fois, cette technologie est installée en Afrique et devrait permettre une réduction de 9000 t des émissions de CO2 et l'amélioration des rendements entrainerait une économie de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) pour l'État ivoirien. Cette « phase IV » de l'agrandissement de la centrale devrait permettre d'atteindre une capacité de 700 MW d'ici 2020, soit 30% de la puissance installée en Côte d'Ivoire.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : un guichet unique pour le raccordement des PME au réseau électrique**

La Société nigérienne d'électricité (NIGELEC) a mis en place un guichet unique pour le raccordement des PME au réseau électrique. Inauguré le 13 mars, ce service va simplifier les procédures en fusionnant toutes les formalités : il doit permettre de réduire les coûts, mais également les délais de raccordement, qui devraient passer de 3 mois à 13 jours environ.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Nigéria : Themis et Kingline Development Nigeria (KDN) signent un partenariat pour le développement d'une centrale à gaz de 550 MW**

*Themis*, société de fourniture de solutions électriques basée au Maroc et financée par le britannique *Denham Capital*, a annoncé avoir signé un partenariat avec KDN, filiale projet du coréen *Kingline Power*, pour le développement de la 1<sup>ère</sup> phase (550 MW) d'une centrale de 1100 MW en partenariat public-privé avec l'Etat d'Ondo. *Kingline Power* avait signé fin 2017 avec l'Etat fédéral une convention d'achat d'électricité pour le projet. D'une valeur de 600 M USD et d'une capacité de production de 4,5 TWh /an, la centrale doit être mise en service au Q2 2022 après une clôture financière prévue au Q2 2020. L'entreprise chargée de la construction n'a pas été révélée.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : ouverture du premier centre de négoce dédié à l'or en Afrique de l'Est.**

Le Premier ministre tanzanien a inauguré le 17 mars un centre de négoce dédié à l'or dans la région de Geita, au nord-ouest du pays. Destiné à lutter contre la contrebande par la centralisation des minéraux et des transactions, ce type de structure a vocation à être généralisé dans toutes les régions productrices du pays. Cet effort de régulation, associé à l'allègement récent des réglementations minières en vue d'attirer les investisseurs étrangers, illustre la volonté gouvernementale de renforcer la position du pays sur le marché international de l'or. La Tanzanie est le quatrième pays exportateur d'or en Afrique (1,5 Md USD en 2018), derrière l'Afrique du Sud, le Ghana et le Mali.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Industries**

▼ **Niger : le président du Niger inaugure une cimenterie de 50 Mds FCFA**

Le Président Mahamadou Issoufou vient de procéder à l'inauguration d'une cimenterie (située à Malbaza, à 450 km à l'est de Niamey), d'une capacité optimale de production de 650 000 tonnes par an, qui emploie déjà directement 347 personnes. Ce complexe industriel, dénommé *Malbaza Cement Company* (MCC S.A), a été construit grâce à la contribution financière de 76,2 M EUR apportée par des entrepreneurs privés nigériens, sur les cendres de l'ancienne Société nigérienne de cimenterie (SNC) qui n'assurait que 20 % des besoins du pays. MCC, qui a produit sa 1<sup>ère</sup> tonne de ciment en décembre dernier, devient ainsi le premier complexe industriel privé du pays et devrait couvrir à terme 80 % des besoins du marché domestique.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

## Services

### ▼ Afrique du Sud : raviver l'industrie textile du Cap

La ville du Cap réalisera cette année une étude de son secteur textile pour mieux connaître son impact économique. Elle devra identifier les opportunités et les contraintes inhérentes à l'industrie locale du textile. Au Cap, celle-ci contribue pour 4,4 Mds ZAR (294 M EUR) aux exports et est le 2<sup>ème</sup> employeur du secteur manufacturier. Plusieurs facteurs pourraient favoriser cette industrie : le « *fast fashion* », le nouveau consommateur soucieux de l'éthique et la forte présence de détaillants. C'est d'ailleurs pour cela que la ville apporte un financement à différents organismes locaux : le *Western Cape Clothing and Textile Service Centre* (Clotex), le *Cape Town Fashion Council* ou le *Cape Craft and Design Institute*.

✉ [maxime.housard@businessfrance.fr](mailto:maxime.housard@businessfrance.fr)

### ▼ Guinée : Orange Guinée obtient la concession d'une licence 4G

L'Etat guinéen concède ainsi à l'opérateur une licence pour l'établissement et l'exploitation des réseaux de télécommunications mobiles de types 2G, 3G et 4G. Le coût de cette licence est de 90 M USD pour 10 ans. La convention fixe comme obligation à Orange Guinée la couverture de tous les districts et axes routiers et ferroviaires du pays en 2G et 3G, la couverture de toutes les villes, des chefs-lieux de sous-préfectures et des principaux axes ferroviaires et routiers et au moins 90% de la population en réseau 4G. Orange Guinée conforte ainsi sa position de leader local avec 67 % de parts de marché, loin devant ses concurrents MTN (sud-africain) et *Cellcom* (américain).

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Cameroun : le ministère des Finances détaille l'évolution des recettes budgétaires des 10 dernières années

Le ministère des Finances a récemment publié un rapport sur l'évolution des recettes budgétaires entre 2008 et 2018. Il en ressort que les recettes non pétrolières ont augmenté de 111,6 % sur la période, passant de 1 277 à 2 703 Mds FCFA. Les recettes douanières, quant à elles, connaissent la même dynamique (+71,68 %), de 468 à 803 Mds FCFA.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : la filiale du groupe Orange investit en faveur de l'éducation

Le 20 mars 2019, Orange a procédé à la cérémonie de lancement d'un fonds d'appui à la formation aux jeunes pour les métiers du numérique. Ce fonds, doté de 570 000 EUR sur cinq ans, attribuera des bourses d'études aux jeunes burkinabè suivant le double critère d'excellence et de conditions sociales modestes. Le 21 mars, Orange a également posé la première pierre d'un lycée scientifique d'excellence à Bobo Dioulasso, entièrement financé et équipé par Orange pour un coût total de 860 000 EUR, qui sera donné au Conseil régional des Hauts-Bassins.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : 15 entrepreneurs congolais sélectionnés à la 5ème édition du Forum Tony-Elumelu

Ils font partie des 3 050 sélectionnés sur les 216 000 porteurs de projets du continent africain ayant postulé. Ce programme d'entrepreneuriat, initié par le philanthrope nigérian Tony Elumelu à travers son groupe bancaire *UBA Bank*, représente un engagement de 100 M USD sur 10 ans destiné à identifier, former, suivre et financer 10 000 entrepreneurs qui seront mis en contact avec des mentors à l'issue de 3 mois de formation. Les lauréats et leurs mentors se retrouveront à Lagos en octobre lors du grand rassemblement annuel des entrepreneurs africains.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prénom.nom@dgtrésor.gouv.fr](mailto:prénom.nom@dgtrésor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

